

ARRÊTÉ
portant prescriptions complémentaires,
autorisant le redémarrage du sécheur BUTTNER avec une dérogation IED,
pour une durée de 18 mois à la société SWISS KRONO,
pour ses installations situées route de Cerdon à SULLY-SUR-LOIRE

La Préfète du Loiret
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite
Chevalier de l'ordre des Arts et des Lettres

VU la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution), dite « directive IED » ;

VU la décision 2015/2119/UE du 20 novembre 2015 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour la fabrication de panneaux à base de bois, au titre de la directive 2010/75/UE ;

VU le Code de l'environnement et notamment le titre VIII du livre 1^{er} et le titre 1^{er} du livre V (parties législatives et réglementaires) ;

VU le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de Madame Sophie BROCAS, préfète de la région Centre-Val de Loire, préfète du Loiret ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 avril 1994 autorisant l'entreprise KRONOSPAN à poursuivre l'exploitation à Sully-sur-Loire, route de Cerdon, d'une usine de production de panneaux de particules ;

VU l'arrêté préfectoral du 2 juillet 1999 autorisant la société KRONOFRANCE à exploiter un atelier de production de panneaux de bois à Sully-sur-Loire ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 août 2013 actualisant les prescriptions techniques relatives à l'exploitation, par la société KRONOFRANCE, de l'usine de fabrication de panneaux à base de bois, implantée sur le territoire de la commune de Sully-sur-Loire ;

VU le courrier préfectoral du 1^{er} juin 2016 actant le changement de dénomination sociale de la société KRONOSPAN en SWISS KRONO ;

VU l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2018 imposant à la société SWISS KRONO des prescriptions complémentaires relatives au fonctionnement de l'usine de fabrication de panneaux à base de bois qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Sully-sur-Loire en cas d'épisode de pollution de l'air ;

VU l'arrêté préfectoral du 10 mars 2020 imposant des garanties financières à la société SWISS KRONO pour la mise en sécurité de son site de Sully-sur-Loire ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 avril 2021 autorisant la poursuite de l'exploitation des installations, après réexamen IED, par la société SWISS KRONO implantée à Sully-sur-Loire ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 décembre 2021 autorisant la poursuite de l'exploitation des installations par la société SWISS KRONO implantée à Sully-sur-Loire ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 janvier 2023 autorisant la poursuite de l'exploitation des installations, après réexamen IED, par la société SWISS KRONO implantée route de Cerdon à Sully-sur-Loire ;

VU l'arrêté préfectoral du 11 septembre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Nicolas HONORE, secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

VU le dossier de demande de dérogation IED provisoire à la MTD n°17 (niveau d'émission du paramètre poussière) du BREF WBP transmis par l'exploitant le 8 décembre 2025 et actualisé en dernier lieu le 6 janvier 2026 ;

VU le dossier de demande de redémarrage de l'ancien sécheur BUTTNER suite à l'incendie du 9 septembre 2025, transmis par l'exploitant le 8 décembre 2025 et actualisé en dernier lieu le 4 février 2026 ;

VU la consultation du public sur la demande de dérogation, qui s'est déroulée du 23 janvier 2026 au 19 février 2026 inclus sur les communes de SULLY-SUR-LOIRE, SAINT-AIGNAN-LE-JAILLARD, SAINT-PÈRE-SUR-LOIRE, VIGLAIN et VILLEMURLIN ;

VU l'avis exprimé par l'Agence régionale de santé le 18 février 2026 ;

VU le rapport et les propositions du 20 février 2026 de l'inspection des installations classées ;

VU la notification à l'exploitant de la date de la réunion du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques et la communication du projet d'arrêté ;

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques lors de sa séance du 5 mars 2026, au cours de laquelle l'exploitant a eu la possibilité de faire part de ses observations ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L.512-1 du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation doivent tenir compte, d'une part, de l'efficacité des techniques disponibles et de leur économie, d'autre part de la qualité, de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants, ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau ;

CONSIDÉRANT que les mesures prévues par la société SWISS KRONO dans l'exercice de ses activités, complétées de l'application des dispositions du présent arrêté, sont de nature à prévenir efficacement les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique ainsi que pour la protection de la nature et de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions imposées à la société SWISS KRONO, pour l'exploitation de son usine de Sully-sur-Loire, doivent prendre en compte les valeurs limites d'émission (VLE) associées aux Meilleures Techniques Disponibles (MTD) figurant dans les documents BREF (Best available techniques REference documents) élaborés par la commission européenne et définissant les niveaux d'émission de référence à atteindre ;

CONSIDÉRANT que la fabrication de panneaux à base de bois, réalisée par la société SWISS KRONO, relève de l'application de la directive dite « IED » et des conclusions sur les meilleures techniques disponibles du 20 novembre 2015 ;

CONSIDÉRANT que l'usine de SWISS KRONO à Sully-sur-Loire, spécialisée dans la fabrication de panneaux à base de bois, est composée principalement de deux lignes de fabrication, celle de panneaux de particules et celle de panneaux OSB (Oriented Strand Board), panneaux de lamelles minces, longues et orientées ;

CONSIDÉRANT que la ligne de fabrication de panneaux OSB, concernée par la demande de dérogation, relève des rubriques 3610 et 3110 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la demande de dérogation IED provisoire concerne la MTD n°17 (niveau d'émission du paramètre poussière) du BREF WBP ;

CONSIDÉRANT que le dossier de redémarrage du sécheur BUTTNER fait suite à l'incendie intervenu le 9 septembre 2025 mettant à l'arrêt de la chaîne de production des panneaux OSB ;

CONSIDÉRANT que cet arrêté préfectoral prend effet dès signature pour une durée de 18 mois ;

CONSIDÉRANT que la demande de la dérogation provisoire IED présentée par la société SWISS KRONO, a été soumise à la consultation du public ;

CONSIDÉRANT que la dérogation IED nécessite une surveillance environnementale semestrielle jusqu'à la caducité de cet arrêté préfectoral, conformément aux recommandations de l'ARS ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

ARRÊTE

Article 1 : Exploitant titulaire de l'autorisation

La société SWISS KRONO dont le siège social est situé route de Cerdon à Sully-sur-Loire (45600) est autorisée à poursuivre l'exploitation des installations de fabrication de panneaux à base de bois sur le territoire de la commune de Sully-sur-Loire, à cette même adresse, (coordonnées Lambert 93 : X= 652 662 m et Y= 6 737 649 m), sous réserve du respect :

- des prescriptions des arrêtés préfectoraux du 28 décembre 2021 et du 27 janvier 2023 susvisés ;
- des prescriptions du présent arrêté qui s'appliquent pendant toute la durée de fonctionnement du sécheur Buttner, elle-même limitée à 18 mois à compter de son redémarrage ;
- du respect du dossier de demande de dérogation du 6 janvier 2026 et du dossier de redémarrage du 4 février 2026 susvisés pour la période de fonctionnement susmentionnée.

Article 2 : Conduit et installations raccordés

Seules les installations présentes concernées par le redémarrage du sécheur BUTTNER sont raccordées au conduit n°1 mentionné à l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 27 janvier 2023 susvisé.

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible	Autres caractéristiques
1	TURBOMAC (turbine n°1)	11 MW	Gaz	Séchage OSB Buttner
OSB	CAIRE (brûleur)	7 MW	Gaz	
Buttner(*)	SAFMAT (brûleur)	24 MW	Gaz	

(*) La mise en service de cette installation de séchage est autorisée dès signature de cet arrêté pour une durée de 18 mois.

Article 3 : Configuration de fonctionnement

Le sécheur OSB Buttner ne peut fonctionner simultanément qu'avec un seul des 2 sécheurs IMAL (conduits 1' et 2' mentionnés à l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 27 janvier 2023) pour ce qui concerne la production de panneaux OSB.

L'ancien sécheur OSB PROMILL (conduit n°2 mentionné à l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 27 janvier 2023) est maintenu à l'arrêt définitif.

Un schéma de l'ensemble des émissaires de rejets atmosphérique du site est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 4 : Valeur limite des concentrations dans les rejets atmosphériques applicable au conduit n°1

Les valeurs limites en concentration figurant dans les colonnes du tableau de l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 janvier 2023 sont inchangées, à l'exception de celles mentionnées pour le conduit n°1 qui sont remplacées par celles mentionnées ci-après.

Les rejets issus de cette installation doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) pour lesquelles les mesures se font sur gaz humides ;
- à une teneur en O₂ précisée, le cas échéant, dans le tableau ci-dessous :

Conduit n°1 sécheur BUTTNER (sécheur direct)	
Paramètre	Concentrations instantanées en mg/Nm ³ sur gaz humide
Concentration en O ₂	18 %
Poussières	70
SO ₂	10
NO _x en équivalent NO ₂	200
CO	40
COVT	100
COVNM	70
HAP	0,02
Cd+Hg+Pb et composés	0,02 (0,01 par métal)
As+ Se+Te et composés	0,02
Pb et composés	0,2
Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn et composés	1
Formaldéhyde	10
Dioxines et furannes (PCDD/PCDF) en ng I-TEQ/Nm ³	1,00 . 10 ⁻⁷

Article 5 : Quantités maximales rejetées au conduit n°1

Les valeurs limites en flux horaire de polluants du tableau de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 27 janvier 2023 sont inchangées, à l'exception de celles mentionnées pour le conduit n°1 qui sont remplacées par celles mentionnées ci-après.

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps (kg/h et t/an). Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

Paramètres	Conduit n°1 Débit humide (Nm ³ /h) : 200 000 Temps de fonctionnement (h) : 8 280
	Flux de polluants en kg/h
Poussières	14
SO ₂	2
NO _x en équivalent NO ₂	40
CO	8
COVT	20
COVNM	14
HAP	0,004
Cd+Hg+Pb et composés	0,004 (0,002 par métal)
As+ Se+Te et composés	0,04
Pb et composés	0,04
Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn et composés	0,2
Formaldéhyde	2
PCDD/F	2,00 . 10 ⁻⁸

Le tableau des valeurs limites en flux annuels de l'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 janvier 2023 est modifié comme suit :

Les flux annuels maximums autorisés à l'échelle du site, par paramètre, sont les suivants :

Paramètres	Flux de polluant (t/an)
Poussières totales	190
CO	1 024
Chlorure d'hydrogène (HCl)	6
Dioxyde de soufre (SO ₂)	267
NO _x	1 031
Ammoniac (NH ₃)	8
COV totaux	1 952

Paramètres	Flux de polluant (t/an)
COV non méthanique	275
Fluorure d'hydrogène (HF)	0,5
Cadmium et composés (Cd)	0,2
Thallium et composés (Tl)	0,2
Mercure et composés (Hg)	0,2
Cd + Tl + Hg et composés	0,5
Plomb et composés (Pb)	4,8
As+Se+Te et composés	4,8
Sb+Cr+Cu+Sn+Co+Mn+Ni+V+Zn et composés	24,1
PCDD/PCDF en ngI-TEQ/Nm3	111 . 10 ⁻⁸
HAP	0,4
Formaldéhyde	120

Article 6 : Autosurveillance des émissions atmosphériques

L'exploitant met en place un programme de surveillance des émissions de polluants. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais.

Le bilan des mesures est transmis à l'inspection des installations classées accompagné des commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

En application de l'article 58-V. de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, au moins un contrôle supplémentaire et inopiné des rejets par un organisme agréé différent de celui intervenant habituellement est réalisé sur la période de dérogation dont le déclenchement est assuré par l'inspection des installations classées. Les mesures sont effectuées aux frais de l'exploitant.

La périodicité de la transmission est à fréquence trimestrielle.

Les modalités d'autosurveillance de l'article 6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 janvier 2023 sont inchangées à l'exception de celle du conduit n°1 qui est modifié comme suit :

Conduit n°1 sécheur BUTTNER	
Paramètre	Périodicité et type de contrôle
Débit gaz	Mensuelle par organisme agréé
O ₂	
CO	
Poussières (1)	
COVT	
COVnm	
NO _x	Semestrielle par organisme agréé
Formaldéhyde	
SO ₂	Annuelle par organisme agréé
HAP	
Métaux	
Dioxines et furannes (PCDD/PCDF)	

Article 7 : Mesure de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement

L'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité et à ses frais un programme de surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement. Ce programme se substitue à celui de l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 27 janvier 2023 susvisé.

L'exploitant réalise une surveillance dans l'air selon les modalités définies dans les articles ci-après.

Article 7.1 : Réseau et programme de surveillance

Le réseau de surveillance se compose des ouvrages suivants :

- Les mesures sont, si possible, reconduites aux mêmes points d'échantillonnage que ceux figurant dans le diagnostic initial de l'étude d'impact ;
- Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur ;
- La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu sur l'installation classée autorisée ou dans son environnement proche.

L'exploitant fait analyser dans les matrices définies les paramètres suivants, avec les fréquences et technologies associées :

Type de mesure		Unité de mesure	Méthode de mesure	Polluants surveillés	Durée de surveillance	Périodicité
Mesure physico-chimique	Mesure en continu 24h/24h	$\mu\text{g}/\text{m}^3$	Analyseur en continu	Particules (PM10 / PM2,5)	Durée minimale de 2 semaines	Semestrielle sur la période de la dérogation soit un total de 3 campagnes sur 18 mois
Mesure physico-chimique	Dépôts atmosphériques	$\mu\text{g}/\text{m}^3$	capteurs à diffusion passive	composés organiques (formaldéhyde, COVT, COVnm)	Durée minimale de 2 semaines	

Le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont fixés sous le contrôle de l'inspection des installations classées.

Les émissions diffuses sont prises en compte.

Article 7.2 : Expression des résultats

Les résultats doivent être exprimés selon les normes en vigueur et comparés aux valeurs réglementaires ou aux valeurs de gestion si elles existent ou à défaut aux valeurs de référence (valeur de bruit de fond, point local témoin).

En ce qui concerne les poussières (PM2,5 et PM10), les résultats obtenus en concentration sont à comparer avec les indicateurs « objectifs de la qualité de l'air extérieur » en vigueur.

Dans le cas des dépôts atmosphériques (ETM, PCDD/F) les résultats peuvent être rapprochés aux valeurs de comparaison issues des publications répertoriant les niveaux de dépôts (publication INERIS « document complémentaire au guide de surveillance dans l'air autour des installations classées »).

Les résultats de ce programme de surveillance sont repris dans le rapport prévu à l'article 9.4.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 décembre 2021 susvisé.

Les analyses sont réalisées par des laboratoires compétents, français ou étrangers, choisis par l'exploitant.

L'exploitant est tenu d'informer l'Agence Régionale de la Santé et l'inspection des installations classées en cas de dépassement des valeurs observées. La fréquence du suivi pourrait alors être réexaminée si nécessaire.

Article 7.3 : Données météorologiques

La direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées en continu / avec une résolution horaire au minimum par une station de mesures sur le site de l'exploitation.

La vitesse et la direction des vents sont mesurées à une hauteur de 10 m du sol. L'emplacement du matériel de mesure doit être conforme aux règles de bonnes pratiques de Météo France : en dehors de toute influence topographique et / ou bâtementaire.

La station météorologique est installée, maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques.

Les données météorologiques provenant d'une station météorologique de Météo France ne peuvent être utilisées que si elles sont représentatives des conditions locales.

Article 8 : Prévention des risques technologiques

Sans préjudice du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 décembre 2021 susvisé, l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner le sécheur BUTTNER et pour en limiter les conséquences.

Article 8.1 : Zonage des dangers internes et moyens de protection/prévention

Le zonage réalisé par l'exploitant fait apparaître au niveau du sécheur BUTTNER les 3 zones ATEX identifiées dans le tableau suivant, ainsi que les principales mesures de sécurité en termes de prévention et de protection contre l'incendie et sa propagation.

Équipement du sécheur BUTTNER	Mesure de prévention	Système de protection	Zonage ATEX
Sécheur rotatif	Humidité Asservissement de la rotation du sécheur avec la ventilation et le fonctionnement du brûleur	-	Non classé
Convoyeur à chaîne (redler)	Vitesse de redler à 0,35 m/s Détection d'étincelles et extinction Grécon	Trappes d'explosion	21
Convoyeur à bande	Détection d'étincelles et extinction Grécon	Sprinklage sur les convoyeurs à bandes	21
Cyclone	Détection d'étincelles et extinction Grécon	12 trappes formant évent d'explosion de dimension 375*655 type GE1000 pour le cyclone.	20
Interface silo vert / sécheur Interface déverse sécheur / convoyeur	-	Ecluses rotatives ATEX (découplage - protection contre la propagation des explosions)	-
Alimentation des brûleurs en gaz naturel	- Aération à l'air libre, vanne manuelle 1/4 tour, 2 vannes redondantes à sécurité positive avec une fermeture asservie à la détection gaz et pression - Conforme à la directive gaz - Contrôle périodique de l'état des canalisations - Pressostats associés aux électrovannes de sécurité.	-	2

La maintenance du sécheur BUTTNER respecte la gamme présentée en annexe 3 du porter-à-connaissance du 4 février 2026 susvisé.

Les vérifications périodiques sur le sécheur BUTTNER sont réalisées et formalisées conformément à l'annexe 4 du porter-à-connaissance du 4 février 2026 susvisé.

Article 8.2 : Mesures de sécurité

L'établissement est doté de moyens d'intervention incluant 4 poteaux incendie et 2 robinets incendie armés qui sont localisés à proximité du sécheur BUTTNER. Les lignes de convoyage ainsi que le sécheur sont équipés du système Grécon. Enfin, 2 colonnes sèches sont réparties sur différents niveaux, jusqu'au niveau supérieur des cheminées. Cette configuration permet de couvrir l'ensemble des équipements de séchage et les cheminées. Chaque colonne sèche est équipée d'une lance à incendie avec un débit de 15 m³/h chacune.

L'exploitant doit assurer la traçabilité des opérations réalisées préalablement au redémarrage du sécheur, en particulier de son nettoyage complet et soigné. Il doit aussi assurer le contrôle quotidien du taux d'humidité en sortie des coupeuses réalisé.

Une surveillance permanente est assurée par du personnel présent sur le site, formé à la conduite du séchoir et maîtrisant les procédures afférentes (mise en service, remise en route, arrêt et mise en sécurité du séchoir), afin de garantir le bon fonctionnement du séchoir et, plus largement, de l'ensemble des installations.

Article 9 : Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux conditions indiquées dans le présent arrêté et à celles qui lui seraient imposées par la suite, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées à son encontre, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Article 10 : Publicité

Pour l'information des tiers cet arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Loiret pour une durée minimum de quatre mois.

Article 11 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Loiret et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À ORLÉANS LE

12 MARS 2026

Pour la Préfète et par délégation
Le Secrétaire général



Nicolas HONORÉ

Voies et délais de recours

Conformément à l'article L.181-17 du Code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée, selon les dispositions de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, au Tribunal administratif, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLÉANS :

- Par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture ou de l'affichage en mairie (s) de l'acte, dans les conditions prévues à l'article R.181-44 de ce même code. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision pour le pétitionnaire ou de sa publication pour les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Mme la Préfète du Loiret, Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial, Bureau de la coordination administrative, 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLÉANS CEDEX,
- un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, et des négociations internationales sur le climat et la nature - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DÉFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Le cours du délai imparti pour l'introduction du recours contentieux est interrompu par l'exercice des recours administratifs, et ne recommence à courir que lorsqu'ils ont été rejetés.

Tout recours administratif ou contentieux contre la présente décision doit obligatoirement être notifié à son auteur ou à son bénéficiaire, dans les conditions prévues à l'article R.181-51 du Code de l'environnement, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

Copie transmise à :

- M. le Maire de SULLY-SUR-LOIRE
- M. l'Inspecteur de l'environnement en charge des ICPE (U.D. 45 – DR.E.A.L.Centre - Val de Loire)